

Cote du document: EB 2019/128/R.22/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 7 d) i) c)
Date: 11 décembre 2019
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt

République d'Indonésie

Mise au point de systèmes agricoles intégrés dans les hautes terres (UPLANDs)

Numéro du projet: 2000002234

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Nigel Brett
Directeur régional
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2516
courriel: n.brett@ifad.org

Iván Cossío Cortez
Directeur de pays
téléphone: +39 06 5459 2343
courriel: i.cossio@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle et relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-huitième session
Rome, 10-12 décembre 2019

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés de l'expérience	2
II. Description du projet	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles du projet	3
B. Composantes/résultats et activités	3
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	6
III. Risques	11
A. Risques liés au projet et mesures d'atténuation	11
B. Catégorie environnementale et sociale	11
C. Classement au regard des risques climatiques	12
D. Soutenabilité de la dette	12
IV. Mise en œuvre	12
A. Cadre organisationnel	12
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	14
C. Plans de mise en œuvre	15
V. Instruments et pouvoirs juridiques	15
VI. Recommandation	15

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework

Équipe d'exécution du projet

Directeur régional:	Nigel Brett
Directeur de pays:	Iván Cossío Cortez
Responsable technique du projet:	Mawira Chitima
Responsable de la gestion financière:	Irene Li
Spécialiste climat et environnement:	Roshan Cooke
Juriste:	Matteo Mazzoni

Sigles et acronymes

BID	Banque islamique de développement
ODD	Objectifs de développement durable
PIB	Produit intérieur brut
UPLANDs	Mise au point de systèmes agricoles intégrés dans les hautes terres (UPLANDs)
TREI	Taux de rentabilité économique interne
UEPD	Unité d'exécution de projet de district
UNGP	Unité nationale de gestion du projet

Carte de la zone du projet



FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA; 06/07/2018

Résumé du financement

Institution initiatrice:	Ministère de l'agriculture
Emprunteur:	République d'Indonésie
Organisme d'exécution:	Direction générale de l'infrastructure et des installations agricoles, Ministère de l'agriculture
Coût total du projet:	151,435 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	44,850 millions d'EUR (équivalant approximativement à 50,0 millions d'USD)
Montant du financement du FIDA (action climatique):*	41,297 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions ordinaires 13 ans, y compris un différé d'amortissement de 6 ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA et incluant la marge variable
Cofinancier:	Banque islamique de développement (BID)
Montant du cofinancement:	Prêt de la BID: 70 millions d'USD Don de la BID: 0,50 million d'USD
Conditions du cofinancement:	Cofinancement parallèle
Contribution de l'emprunteur:	15,300 millions d'EUR (équivalant approximativement à 17,097 millions d'USD)
Contribution des bénéficiaires:	12,600 millions d'EUR (équivalant approximativement à 14,034 millions d'USD)
Contribution du secteur privé:	0,024 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

* Selon les méthodes communes relatives au financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets convenues par les banques multilatérales de développement conformément aux Principes communs pour le suivi du financement de l'atténuation et de l'adaptation climatiques.

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République d'Indonésie pour le projet intitulé "Mise au point de systèmes agricoles intégrés dans les hautes terres (UPLANDs)".

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. Pays à croissance rapide et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, la République d'Indonésie, dont le territoire s'étend sur quelque 17 508 îles, est le quatrième pays le plus peuplé du monde. Sa croissance économique soutenue a permis de réduire considérablement le taux de pauvreté, réduction dont le rythme a néanmoins ralenti ces dernières années. Sur les 262 millions d'habitants que compte le pays, plus de 100 millions de personnes sont pauvres ou risquent de le devenir, et sont vulnérables face aux chocs tels que les maladies, les phénomènes météorologiques ou l'instabilité des prix. L'Indonésie orientale est la région qui enregistre les taux de pauvreté les plus élevés et la pauvreté est davantage marquée dans les zones rurales. L'inégalité est l'une des grandes menaces qui pèsent sur la poursuite du développement du pays et la malnutrition demeure répandue.
2. La transformation agricole est l'un des buts que le gouvernement entend atteindre en priorité pour réaliser ses objectifs de développement. L'agriculture est de longue date un pilier de l'économie; le secteur emploie 32% de la main-d'œuvre et représentait environ 13,5% du produit intérieur brut (PIB) en 2017. Les zones rurales des hautes terres présentent un taux de pauvreté supérieur à la moyenne nationale (ce taux s'établissait en 2018 à 12,8% dans ces zones contre 9,8% sur le reste du territoire) et une plus forte concentration de populations vulnérables.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

3. En ce qui concerne les changements climatiques, le projet intitulé "Mise au point de systèmes agricoles intégrés dans les hautes terres" (UPLANDs) visera à:
 - i) promouvoir les pratiques agricoles destinées à renforcer la résilience face aux changements climatiques, y compris la conservation de l'eau et la préservation des écosystèmes;
 - ii) donner la priorité aux cultures et aux activités résistantes aux aléas climatiques;
 - iii) renforcer les capacités des agriculteurs et des services publics en matière d'adaptation aux changements climatiques et inclure l'adaptation dans toutes les activités de renforcement des capacités;
 - iv) incorporer les savoirs traditionnels des agriculteurs aux innovations.
4. **Égalité des sexes.** Le projet valorise les femmes en tant qu'agricultrices et entrepreneuses, met l'accent sur leur autonomisation économique, favorise le développement de leur entreprise et leur accès aux actifs, aux services de production et aux marchés, et encourage une répartition équitable de la charge de travail. Il inclura les femmes qui auraient pu être laissées de côté par les organisations de producteurs et renforcera leur rôle dans les décisions aux niveaux des ménages, des organisations et de la société.
5. La question de la nutrition sera intégrée par l'inclusion d'approches de filière tenant compte de la nutrition et par la promotion d'une plus grande disponibilité des aliments nutritifs et d'un meilleur accès à ceux-ci.

6. **Jeunes.** Des mesures seront prises pour intégrer les jeunes aux organisations de producteurs, promouvoir la formation professionnelle afin de créer des perspectives d'emploi et faciliter l'accès des jeunes au financement, aux connaissances et aux marchés.

Justification de l'intervention du FIDA

7. La nécessité d'accroître la productivité en vue de nourrir une population grandissante s'accompagne d'une demande croissante de terres agricoles et, comme la productivité stagne dans les basses terres de l'Indonésie, le gouvernement considère que l'expansion d'une agriculture diversifiée dans les hautes terres est très prometteuse. Jusqu'à présent, le développement et les investissements agricoles étaient principalement axés sur les basses terres irriguées, mais la zone agricole des hautes terres est plus grande que celle des rizières irriguées destinées à la culture du paddy, elle présente un fort potentiel pour l'agriculture commerciale et compte de vastes étendues de terres qui pourraient être mises en production. Toutefois, les petits exploitants agricoles n'ont qu'un accès limité aux intrants, à la vulgarisation et aux services financiers et ce problème doit être réglé afin d'améliorer leur productivité.
8. Bon nombre des 26 millions de petits exploitants agricoles vivant dans les hautes terres sont pauvres et marginalisés. Les problèmes qu'ils rencontrent sont notamment les difficultés d'exploitation des terrains en pente et la mauvaise qualité des sols, qui concourent à une faible productivité; en outre, leur méconnaissance des pratiques agricoles durables aboutit à l'érosion du sol. Les hautes terres et les basses terres sont intimement liées, et les problèmes d'utilisation des terres et de l'eau dans les premières touchent fatalement les secondes. L'expansion de l'agriculture dans les hautes terres en réponse à la croissance de la demande de produits alimentaires pourrait non seulement y exacerber les problèmes de conservation des sols et de l'eau, mais aussi porter préjudice aux cours d'eau et aux systèmes d'irrigation des basses terres en raison de l'augmentation du ruissellement et de l'envasement.
9. Dans ces conditions, il est primordial de créer des synergies entre les hautes terres et les basses terres afin de contribuer à la sécurité alimentaire nationale, à la gestion durable des ressources naturelles et au bien-être des petits exploitants. À ces fins, il conviendra notamment d'améliorer la productivité agricole, de moderniser les systèmes agricoles et les circuits de commercialisation, d'aider les organisations de petits agriculteurs à réaliser des économies d'échelle et de créer une valeur ajoutée au-delà de l'exploitation agricole pour offrir de meilleures perspectives aux femmes et aux jeunes. Le gouvernement considère l'exécution du Projet UPLANDs comme une occasion d'appliquer cette approche et d'élaborer des modèles reproductibles. Il a invité le FIDA et la Banque islamique de développement (BID) à collaborer dans le cadre de cette initiative.

B. Enseignements tirés de l'expérience

10. Bien qu'aucune initiative du FIDA n'ait jamais ciblé les hautes terres, l'organisation est présente de longue date dans le pays, ce qui lui a permis de tirer un certain nombre d'enseignements qui pourraient être utiles à l'exécution du Projet UPLANDs, comme indiqué ci-après.
11. Les projets simples, fortement axés sur la lutte contre la pauvreté et ayant la flexibilité voulue pour s'adapter aux diverses configurations locales ont de meilleures perspectives de réussite; les structures de gestion décentralisées contribuent à une telle flexibilité.
12. L'appropriation, l'autonomisation et le renforcement des capacités au niveau des villages sont des facteurs clés de réussite. Toutefois, ils devraient être liés à des possibilités et à des avantages sociaux et/ou économiques concrets.

13. Compte tenu de la limitation des capacités locales, le recours aux compétences techniques d'acteurs tels que les agents de vulgarisation publics, les organisations d'agriculteurs, les organisations non gouvernementales et le secteur privé diversifie les possibilités de formation qualifiée et d'assistance technique, et permet de conjuguer diverses compétences et approches.
14. Le secteur privé peut contribuer à améliorer les moyens d'existence des petits exploitants en facilitant leur accès aux intrants, à la technologie, à des services de conseils et aux marchés. Les projets devraient faciliter et soutenir les partenariats entre les entreprises privées et les petits producteurs, en vue d'apporter des avantages mutuels.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles du projet

15. L'objectif global du projet est de réduire la pauvreté et d'améliorer la sécurité alimentaire dans les hautes terres par des moyens d'existence rémunérateurs, durables et résilients. Sur le plan du développement, le projet vise à faire progresser la productivité, les revenus, les moyens d'existence et la résilience des petits exploitants dans les hautes terres visées. L'objectif global, l'objectif en matière de développement ainsi que les composantes présentées ci-dessous concernent l'ensemble du projet, y compris le financement et l'appui du FIDA et de la BID.
16. **Zone d'intervention.** Le projet sera exécuté dans sept provinces (Banten, Java occidentale, Java centre, Java orientale, Nusa Tenggara orientale, Sulawesi nord et Gorontalo), qui ont été sélectionnées par le gouvernement à la suite d'un appel à propositions compétitif lancé aux provinces, dans lesquelles elles détaillent la façon dont elles s'engagent à développer les petites exploitations agricoles selon des critères tels que la pauvreté, le chômage et le potentiel agricole et commercial. Dans ces provinces, le Projet UPLANDs se concentrera sur 14 districts également sélectionnés sur la base de la pauvreté, du chômage et des avantages comparatifs dans certains produits.
17. **Groupes cibles.** Le groupe cible du projet est composé de petits exploitants agricoles et de transformateurs, hommes et femmes, qui participent ou sont susceptibles de participer à la production des produits sélectionnés; une priorité élevée sera accordée aux jeunes. Le Projet UPLANDs sera exécuté en collaboration directe avec des ménages ruraux, des groupes d'agriculteurs et des groupes de femmes.

B. Composantes/résultats et activités

18. Le projet comprendra les composantes suivantes:
19. **Composante 1: Amélioration de la productivité et du renforcement de la résilience.** Cette composante devrait permettre à 20 000 agriculteurs d'augmenter leurs capacités productives. À ces fins, elle visera à: i) adopter des intrants, des technologies et des pratiques améliorés; ii) améliorer la conservation des sols et de l'eau afin de réduire l'érosion et les glissements de terrain.
 - **Sous-composante 1.1: Le développement des terres et de l'infrastructure** appuiera la construction, la remise en état et la gestion de l'infrastructure de conservation des terres sur 14 000 hectares, y compris l'aménagement de terrasses, la culture en terrasses et la plantation d'arbres pour l'agroforesterie et des cultures horticoles pérennes.

- **Sous-composante 1.2: La gestion de la production et de l'exploitation agricole** permettra aux agriculteurs de bénéficier d'une formation et d'un soutien technique propres à chaque produit afin d'améliorer leur capacité de production et de gestion.
20. **Composante 2: Renforcement de l'entrepreneuriat agricole et appui aux moyens d'existence.** Cette composante devrait augmenter les revenus des agriculteurs grâce à l'amélioration des activités post-récolte, de la commercialisation et de l'accès aux services financiers. À cette fin, cette composante visera à: i) aider les agriculteurs à participer de manière rentable aux activités post-récolte et à la commercialisation; ii) mettre au point des systèmes d'information commerciale pour améliorer l'accès au marché; iii) permettre aux agriculteurs et aux microentreprises ayant un rapport avec l'agriculture d'accéder aux services financiers.
- **Sous-composante 2.1: Le développement des institutions agricoles** permettra d'appuyer durablement la création, l'équipement et le développement d'entreprises post-récolte. Il promouvra la création au niveau des villages d'entreprises agricoles et d'organismes faïtiers chargés de travailler à l'agrégation des produits, à la transformation, aux services de production et à la gestion des actifs productifs.
 - **Sous-composante 2.2:** La sous-composante relative aux **infrastructures et aux équipements du marché** permettra de fournir des infrastructures et des équipements liés au marché aux organisations de producteurs afin que l'agrégation des produits et la valeur ajoutée répondent à la demande du marché. Elle prévoira la construction d'entrepôts destinés au matériel de stockage et de transformation, ainsi que la fourniture de matériel de transformation, d'emballage et de transport. Elle est destinée aux agriculteurs qui sont membres, actionnaires ou fournisseurs des entités commerciales et à leur famille.
 - **La sous-composante 2.3** intitulée "**Renforcement des liens avec les marchés et des alliances**" favorisera l'accroissement de la production à forte valeur marchande et le renforcement des liens avec le marché et, pour ce faire, s'attachera à: i) fournir une assistance technique aux groupes d'agriculteurs pour améliorer l'état de préparation du marché, l'image de marque, l'emballage et la promotion des ventes; ii) renforcer les échanges avec d'autres acteurs pour mieux comprendre les attentes du marché. Elle est destinée aux agriculteurs qui sont membres, actionnaires ou fournisseurs des entités commerciales et à leur famille.
 - **La sous-composante 2.4** intitulée "**Accès aux services financiers**" facilitera l'accès des groupes d'agriculteurs et/ou des unités opérationnelles d'agriculteurs aux services financiers fournis par les banques de district locales ou les institutions de microfinancement, dont les capacités seront renforcées de sorte qu'elles fournissent des services financiers après la date d'expiration du projet. Des activités de formation à la finance seront également proposées aux membres de groupes d'agriculteurs.
21. **Composante 3: Renforcement des systèmes de prestation de services institutionnels.** Cette composante vise à améliorer la prestation de services et les travaux de recherche dans la région des hautes terres.
- **La sous-composante 3.1** intitulée "**Renforcement des capacités au service du développement institutionnel, de la gouvernance et de la transparence**" renforcera les compétences des techniciens des services de vulgarisation en matière d'appui technique aux petits exploitants agricoles,

ainsi que celles du personnel au niveau des districts pour ce qui est d'exécuter les projets et programmes de développement agricole.

- **La sous-composante 3.2, "recherche adaptative"** aura pour but de diffuser les résultats des travaux de recherche agricole sur les nouvelles variétés cultivées, les pratiques agronomiques, la fertilité des sols, les rendements et les études socioéconomiques.

S'ajoutant aux trois composantes techniques décrites ci-dessus, la composante 4 – gestion du projet – visera à garantir l'efficacité et la mise en œuvre du projet.

C. Théorie du changement

22. La théorie du changement contenue dans le Projet UPLANDs repose sur l'hypothèse qu'en créant un environnement favorable et en fournissant un soutien ciblé, les petits exploitants des hautes terres pourront accroître leur productivité, créer des moyens d'existence durables, tisser des liens plus solides avec les marchés et, en définitive, transformer les zones rurales des hautes terres.
23. Les ressources des petits exploitants agricoles des hautes terres ont généralement un bon potentiel et ces derniers souhaitent augmenter leurs revenus et réduire la pauvreté en produisant des excédents commercialisables. Par ailleurs, bien que la demande de cultures diversifiées soit forte, les filières sont sous-développées et aucune relation commerciale durable n'a été établie. Les petits exploitants se heurtent à des difficultés techniques et organisationnelles qui entravent la réalisation de leur potentiel, tandis que les acheteurs rencontrent d'autres obstacles qui les empêchent de s'approvisionner dans les hautes terres. En outre, les petits exploitants agricoles des hautes terres sont particulièrement menacés par les aléas climatiques et les catastrophes naturelles.
24. La théorie du changement tient compte du fait qu'une approche intégrée est nécessaire pour aider efficacement les petits exploitants à surmonter les obstacles qui les empêchent d'améliorer leur productivité et d'accroître leur résilience. Par conséquent, le projet prévoit des investissements dans des activités complémentaires en vue de remédier aux problèmes les plus fréquents de l'agriculture dans les hautes terres. Il peut promouvoir une agriculture dans les hautes terres rentable, adaptée au climat et durable par divers moyens: l'investissement dans l'infrastructure et dans du matériel végétal de qualité résistant aux aléas climatiques, la formation du personnel de vulgarisation et le renforcement de ses capacités, l'apport d'un appui technique aux agriculteurs, la garantie de l'accès au financement, la réduction des pertes après récolte et l'amélioration de l'accès au marché. Ainsi, les familles d'agriculteurs dégageront des revenus plus élevés et tisseront des liens plus rentables avec les marchés et des perspectives d'emploi s'ouvriront aux femmes et aux jeunes. Par conséquent, le projet contribuera à réduire la pauvreté et à développer l'économie dans les zones du projet.

D. Alignement, appropriation et partenariats

25. Le Projet UPLANDs s'inscrit dans le droit fil des politiques nationales sur la souveraineté alimentaire, la réduction de la pauvreté et l'inégalité, et des priorités essentielles du secteur relatives à l'augmentation de la disponibilité et de l'utilisation des terres, à l'amélioration des infrastructures agricoles, au renforcement des institutions agricoles et à l'augmentation du financement agricole et de la commercialisation des produits agricoles. Il contribuera directement aux efforts déployés par l'Indonésie pour réaliser les objectifs de développement durable (ODD) 1 (Pas de pauvreté), 2 (Faim "zéro"), 10 (Inégalités réduites), 12 (Consommation et production responsables) et

15 (Vie terrestre). En outre, il est étroitement aligné sur le Cadre stratégique 2016-2025 du FIDA et sur le programme d'options stratégiques pour le pays 2016-2019, qui appellent tous deux à promouvoir une transformation rurale durable et inclusive. Le projet est exécuté en partenariat entre le Gouvernement indonésien, le FIDA et la BID.

E. Coût, avantages et financement

26. Une partie du financement des composantes 1 (Développement des infrastructures au service de l'amélioration de la productivité et du renforcement de la résilience) et 3 (Renforcement des systèmes de prestation de services institutionnels) est comptabilisée en tant que financement de l'action climatique. Le montant total alloué par le FIDA à ce projet au titre du financement de l'action climatique est calculé, de manière préliminaire, à 41,297 millions d'USD.
27. **Coût du projet.** Le coût total du projet est estimé à 151,655 millions d'USD sur une durée de cinq ans. La répartition des coûts du projet par composante et par catégorie de dépenses est présentée dans les tableaux 1,2 et 3 ci-après. Les investissements du projet sont articulés autour de quatre composantes principales: i) Développement des infrastructures au service de l'amélioration de la productivité et du renforcement de la résilience (68% du coût total); ii) Renforcement de l'entrepreneuriat agricole et appui aux moyens d'existence (12,7%); iii) Renforcement des systèmes de prestation de services institutionnels (3,4%); iv) Gestion du projet (15,9%).

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Prêt de la BID		Don de la BID		Bénéficiaires			Gouvernement indonésien			Secteur privé	Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Montant	Montant
1. Amélioration de la productivité et renforcement de la résilience														
1.1. Développement des terres et des infrastructures	2 959	5,0	40 499	67,8	-	-	-	10 858	18,2	5 432	-	9,1	-	59 748
1.2. Gestion de la production et de l'exploitation agricole	33 091	76,5	3 017	7,0	-	-	-	975	2,3	6 103	-	14,1	-	43 186
Sous-total	36 050	35,0	43 516	42,3	-	-	-	11 833	11,5	11 535	-	11,2	-	102 934
2. Renforcement de l'entrepreneuriat agricole et appui aux moyens d'existence														
2.1. Développement des institutions agricoles	1 207	90,9	-	-	-	-	-	-	-	121	-	9,1	-	1 328
2.2. Infrastructures et équipement du marché	1 664	13,7	7 139	59,0	-	-	-	2 201	18,2	1 100	-	9,1	-	12 105
2.3. Renforcement des liens avec les marchés et des alliances	1 645	89,6	-	-	-	-	-	-	-	167	-	9,1	24	1 836
2.4. Accès aux services financiers	-	-	4 001	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 001
Sous-total	4 516	23,4	11 140	57,8	-	-	-	2 201	11,4	1 388	-	7,2	24	19 269
3. Renforcement des systèmes de prestation de services institutionnels														
3.1. Renforcement des capacités au service du développement institutionnel, de la gouvernance et de la transparence	2 733	77,3	-	-	500	14,1	-	-	-	301	-	8,5	-	3 534
3.2. Recherche adaptative	-	-	1 608	90,9	-	-	-	-	-	161	-	9,1	-	1 769
Sous-total	2 733	51,5	1 608	30,3	500	9,4	-	-	-	462	-	8,7	-	5 303
4. Gestion du projet														
4.1. Assistance technique	619	4,0	13 537	86,9	-	-	-	-	-	1 416	-	9,1	-	15 571
4.2. Coûts de fonctionnement	6 081	70,9	199	2,3	-	-	-	-	-	2 297	-	26,8	-	8 577
Sous-total	6 700	27,7	13 736	56,9	-	-	-	-	-	3 713	-	15,4	-	24 149
Total	50 000	33,0	70 000	46,2	500	0,3	-	14 034	9,3	17 097	-	11,3	24	151 655

Tableau 2

Coût indicatif du projet par catégorie de dépenses et par source de financement

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Prêt de la BID		Don de la BID (Islamic Solidarity Fund for Development)		Secteur privé		Bénéficiaires		Gouvernement indonésien			Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions	Contributions	%	Contributions	Contributions	Montant	
									monétaires	en nature		monétaires	en nature		
Dépenses d'investissement															
A. Assistance technique et consultants	401	2,6	13 609	88,3	-	-	-	-	-	-	-	1 401	-	9,1	15 441
B. Travaux	19	0,1	17 077	72,7	-	-	-	-	-	4 273	18,2	2 137	-	9,1	23 505
C. Dons et subventions	5 399	10,3	32 715	62,6	-	-	-	-	-	9 415	18,0	4 753	-	9,1	52 282
D. Biens et services	31 791	86,2	1 608	4,4	-	-	-	-	-	130	0,4	3 353	-	9,1	36 882
E. Formation, ateliers et réunions	9 171	85,1	127	1,2	500	4,6	24	0,2	-	-	-	960	-	9,1	10 782
F. Microcrédit	-	-	4 001	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9,1	4 001
G. Véhicules	77	90,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	-	9,1	85
H. Équipement	106	8,1	863	66,2	-	-	-	-	-	216	16,6	119	-	9,1	1 304
I. Dépenses de fonctionnement	3 036	90,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	304	-	9,1	3 340
Total des dépenses d'investissement	50 000	34,0	70 000	47,6	500	0,3	24	-	-	14 034	9,5	13 034	-	9,1	147 591
Dépenses récurrentes															
A. Traitements et salaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 064	-	100,0	4 064
Total des dépenses récurrentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 064	-	100,0	4 064
Total	50 000	33,0	70 000	46,2	500	0,3	24	-	-	14 034	9,3	17 098	-	11,3	151 655

Tableau 3
Coût du projet par composante, sous-composante et année
(en milliers d'USD)

	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Amélioration de la productivité et renforcement de la résilience											
1.1. Développement des terres et des infrastructures	-	-	17 679	29,59	26 152	43,77	15 917	26,64	-	-	59 748
1.2. Gestion de la production et de l'exploitation agricole	490	1,14	18 743	43,40	21 389	49,53	1 951	4,52	613	1,42	43 186
Sous-total	490	0,48	36 422	35,38	47 541	46,19	17 868	17,36	613	0,60	102 934
2. Renforcement de l'entrepreneuriat agricole et appui aux moyens d'existence											
2.1. Développement des institutions agricoles	-	-	360	27,10	366	27,59	320	24,12	281	21,19	1 328
2.2. Infrastructures et équipement du marché	83	0,69	8 863	73,22	3 158	26,09	-	-	-	-	12 105
2.3. Renforcement des liens avec les marchés et des alliances	-	-	449	24,45	457	24,89	465	25,34	465	25,31	1 836
2.4. Accès aux services financiers	58	1,44	3 459	86,46	484	12,10	-	-	-	-	4 001
Sous-total	141	0,73	13 131	68,15	4 465	23,17	786	4,08	746	3,87	19 269
3. Renforcement des systèmes de prestation de services institutionnels											
3.1. Renforcement des capacités au service du développement institutionnel, de la gouvernance et de la transparence	1 129	31,95	729	20,63	742	21,00	716	20,26	220	6,2	3 534
3.2. Recherche adaptative	-	-	-	-	579	32,74	590	33,33	600	33,93	1 769
Sous-total	1 129	21,29	729	13,75	1 321	24,91	1 305	24,61	820	15,46	5 303
4. Gestion du projet											
4.1. Assistance technique	1 524	9,79	3 725	23,93	4 242	27,24	3 263	20,96	2 816	18,09	15 571
4.2. Coûts de fonctionnement	1 242	14,48	2 238	26,09	1 761	20,53	1 701	19,83	1 636	19,07	8 577
Sous-total	2 766	11,45	5 963	24,69	6 003	24,86	4 964	20,56	4 452	18,44	24 149
Total	4 526	2,98	56 245	37,09	59 331	39,12	24 923	16,43	6 631	4,37	151 655

Stratégie et plan de financement/cofinancement du projet

28. Le FIDA accordera un financement de 44,85 millions d'EUR (équivalent approximativement à 50 millions d'USD, soit 33% du coût total), la BID accordera un prêt de 70 millions d'USD (46,2%) et un don de 0,50 million d'USD (0,3%) et le secteur privé fournira un financement de 24 000 USD (0,016%). Le Gouvernement indonésien contribuera au projet à hauteur de 15,3 millions d'EUR (équivalent approximativement à 17,1 millions d'USD, soit 11,3% du coût total), sous la forme de contributions en nature (mise à disposition de personnel et exemption de taxes). Les bénéficiaires devraient contribuer à hauteur de 12,6 millions d'EUR (équivalent approximativement à 14,0 millions d'USD, soit 9,3% du coût total), principalement pour cofinancer l'achat de machines, de matériel, de bâtiments de stockage et d'installations dédiées à la production. Chaque cofinanceur, le FIDA et la BID, administrera son propre financement.
29. L'estimation des droits et taxes s'appuie sur les taux en vigueur au moment de la conception. Conformément au principe suivant lequel aucune taxe ni droit ne sera financé par les fonds provenant d'un prêt du FIDA, aucune modification future de la législation fiscale ne s'appliquera au projet.

Décaissement

30. Les fonds provenant d'un prêt du FIDA seront décaissés conformément au Manuel de décaissement des prêts du FIDA, les modalités détaillées devant être décrites dans la lettre à l'emprunteur. Les décaissements au titre du financement de la BID et du Islamic Solidarity Fund for Development seront effectués conformément aux procédures en vigueur à la BID. Le gouvernement ouvrira au nom du Ministère des finances un compte désigné libellé en dollars des États-Unis à la Banque d'Indonésie, dans le but de recevoir les fonds issus du prêt du FIDA, ainsi que les comptes nécessaires pour recevoir les fonds issus du prêt et du don de la BID. Les noms, titres et signatures des personnes autorisées à gérer ces comptes doivent être communiqués au FIDA avant que les retraits ne soient effectués. Une gestion et des contrôles fiduciaires solides seront mis en place pour suivre l'utilisation des fonds et en rendre compte.

Résumé des avantages et analyse économique

31. Le projet devrait réduire la pauvreté et améliorer la sécurité alimentaire dans les hautes terres en créant des moyens d'existence rémunérateurs, durables et résilients. Comme suite aux activités du projet, le taux de pauvreté dans les zones rurales des districts ciblés tombera d'une moyenne de 16,41% en 2017 à 13% d'ici à la fin 2025. Ces objectifs seront réalisés grâce aux résultats escomptés de la composante 1 (Renforcement des capacités productives des populations rurales pauvres), de la composante 2 (Augmentation des revenus des populations rurales pauvres grâce à une meilleure transformation et/ou participation au marché) et de la composante 3 (Amélioration de la prestation de services et des travaux de recherche dans les hautes terres). Les principaux avantages seront une augmentation de la productivité, une augmentation des superficies consacrées aux produits de base sélectionnés, une réduction des pertes après récolte, une augmentation de la part de marché et une réduction de la vulnérabilité des prix en raison d'un meilleur accès aux marchés.
32. On s'attend à ce que les femmes tirent profit des activités relatives à l'entrepreneuriat en participant à l'accroissement de la transformation des produits sélectionnés, et de la réduction de leur charge de travail que supposera l'accès à une technologie et à des compétences améliorées. Les jeunes et les femmes bénéficieront également de meilleures perspectives d'emploi et d'un meilleur accès aux compétences et aux technologies.
33. **Analyse économique.** Le projet devrait être viable sur les plans financier et économique. La valeur économique actuelle nette du flux d'avantages apportés par le projet, avec un taux d'escompte de 9%, s'élève à 1,98 milliards de roupies indonésiennes (approximativement 144,5 millions d'USD). Le taux de rentabilité économique interne (TREI) du projet est estimé à 26,4% et sa valeur actuelle nette (avec un taux d'escompte de 9%) est de 2,5 milliards de roupies indonésiennes (environ 182,5 millions d'USD). Une augmentation du coût du projet ou une diminution de 10% de ses avantages se traduirait par un TREI de 24,1% et 23,9% respectivement, tandis que les deux scénarios réunis aboutiraient à un TREI de 21,7%.

Stratégie de sortie et durabilité

34. La viabilité du Projet UPLANDs devrait être renforcée par une appropriation et un engagement financier robustes de la part des autorités nationales et locales, par l'accent mis sur le renforcement des institutions locales existantes plutôt que sur la création de structures liées au projet et par l'investissement dans des plans d'activité d'entrepreneuriat agricole viables concernant un certain nombre de produits. Les autres éléments qui contribueront à la durabilité et à la stratégie de sortie sont notamment: i) les activités de renforcement des capacités et de formation dispensées aux agriculteurs et aux organisations d'entrepreneuriat agricole reposant sur les agriculteurs; ii) le renforcement des institutions agricoles;

iii) le renforcement de la commercialisation et l'instauration de partenariats; iv) la facilitation de l'accès aux services financiers; v) le renforcement des capacités des autorités locales.

III. Risques

A. Risques liés au projet et mesures d'atténuation

Tableau 4

<i>Risque</i>	<i>Notation</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
La gestion de 14 sous-projets à l'échelle nationale s'avère complexe	M	Le FIDA et la BID appuieront, superviseront et conseilleront constamment l'unité nationale de gestion du projet, en particulier pour la mise en place d'un dispositif fonctionnel de gestion, de supervision et de contrôle pour tous les sous-projets.
Des lacunes dans la gestion financière font obstacle à l'acheminement correct des fonds et freinent l'exécution des activités du programme	M	Il conviendra de procéder à une dotation en personnel financier suffisante et de mettre en place des rapports financiers intermédiaires et un audit interne renforcé. Compte tenu de l'introduction de processus d'octroi de dons dans la mise en œuvre financière, il sera nécessaire de se concentrer sur la sensibilisation et de dispenser une formation budgétaire aux trésoriers de district et au personnel financier.
Le personnel de vulgarisation n'a pas les capacités nécessaires pour répondre aux besoins des agriculteurs et fournir un appui adapté	L-M	Les activités s'attacheront à renforcer l'appui du système de vulgarisation axé sur la demande, associé au renforcement des capacités du personnel de vulgarisation. Des experts en assistance technique seront recrutés pour remédier aux principales lacunes du personnel.
La procédure de passation des marchés présente des faiblesses	L-M	Il convient de mettre en place une planification, une formation et un soutien adaptés en ce qui concerne les procédures de passation des marchés, y compris: i) en renforçant la planification des procédures de passation des marchés et les systèmes de passation des marchés en ligne; ii) en fixant des objectifs de rendement pour améliorer la planification des procédures de passation des marchés; iii) en prenant des mesures visant à accroître la concurrence, telles que l'amélioration des procédures de passation des marchés et le renforcement des capacités; iv) en fournissant un appui technique pour obtenir une documentation de qualité, en particulier pour les mandats préalables à l'appel d'offres; v) en garantissant l'accès aux consultants les plus qualifiés; vi) en auditant les systèmes de passation des marchés.
Les capacités et les ressources nécessaires au fonctionnement et à l'entretien efficaces de l'équipement et de l'infrastructure font défaut	L-M	Des plans et des responsabilités seront définis et mis en place pour le fonctionnement et l'entretien des investissements dès le début et à cette fin il conviendra de: i) faire en sorte que les agriculteurs s'approprient l'équipement grâce à un recouvrement des coûts d'environ 25%; ii) dispenser des cours de formation et développer le cadre institutionnel dans les domaines du fonctionnement et de l'entretien, y compris en mettant de côté des fonds pour l'amortissement et le remplacement.
Les changements climatiques ont des répercussions sur la productivité et la viabilité des cultures et il y a un risque de tremblement de terre et d'activité volcanique	L-M	Les mesures d'adaptation aux changements climatiques seront soigneusement planifiées et mises en œuvre, notamment: i) l'analyse des changements climatiques et l'élaboration de programmes d'adaptation à ces changements; ii) l'élaboration de plans et de modèles de gestion des sols et de l'eau visant à faire face aux changements climatiques; iii) l'amélioration de l'accès aux semences adaptées pour faire face aux conséquences des changements climatiques; iv) l'amélioration de l'accès aux informations sur le climat, notamment aux prévisions météorologiques. La plupart des périmètres irrigués se trouvent dans des zones exposées à des risques sismiques ou à des risques d'éruption volcanique; toutefois, si de tels risques se concrétisaient, ils n'auraient que des conséquences minimales sur les petites infrastructures et l'agriculture à petite échelle.

B. Catégorie environnementale et sociale

35. À l'issue d'un examen préliminaire des interventions du projet, le projet a été classé dans la catégorie B, telle que décrite dans la note d'examen des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique. L'évaluation environnementale a tenu compte des exigences du FIDA, de la BID et du gouvernement. Les procédures environnementales de la BID sont conformes aux

garanties du FIDA; en parallèle, un examen préliminaire du projet a été effectué en regard des réglementations nationales relatives à l'environnement.

C. Classement au regard des risques climatiques

36. Étant donné que le Projet UPLANDs est considéré comme présentant des risques climatiques élevés, il serait bénéfique qu'une analyse approfondie des risques climatiques soit effectuée par les partenaires de développement pour définir les risques climatiques et les risques de catastrophe et déterminer l'exposition et la sensibilité du projet et des communautés associées. Au vu de cette analyse, un plan et un programme détaillés d'adaptation aux changements climatiques seront élaborés. C'est également sur cette analyse que repose la création de mécanismes de transfert du risque adéquats, tels que l'assurance agricole.

D. Soutenabilité de la dette

37. La dette extérieure de l'Indonésie demeure modérée et soutenable; elle s'établissait à 34,4% du PIB en 2017, après avoir constamment augmenté ces dernières années. À la fin de 2017 il a été prévu qu'elle diminuerait, la dette extérieure ayant reculé à 34% du PIB. Le Fonds monétaire international a signalé que les recettes susceptibles d'être plus modestes que prévu et les éléments de passif conditionnel devraient faire l'objet d'une surveillance attentive afin de limiter l'exposition au risque budgétaire, même s'il était prévu que la dette publique totale se stabilise à 36% du PIB ou 258% des recettes d'ici à 2022.

IV. Mise en œuvre

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

38. Le Ministère de l'agriculture sera chargé de la direction globale du projet. La structure de mise en œuvre du projet reposera sur des fondements de gestion solides au niveau national et au niveau des districts. La Direction générale de l'infrastructure et des installations agricoles, qui relève du Ministère de l'agriculture, mettra sur pied une unité de gestion du projet, qui sera intégrée à la Direction de l'irrigation agricole et des basses terres pour gérer et superviser le projet, y compris les activités financées par le FIDA et la BID.
39. La structure organisationnelle du projet sera la suivante:
- a) un comité de pilotage national assurera l'orientation et le contrôle d'ensemble, avec l'aide d'un comité consultatif sur la jeunesse;
 - b) le Ministère de l'agriculture est l'organisme d'exécution du projet et sa Direction générale de l'infrastructure et des installations agricoles assumera la responsabilité globale de l'exécution du projet;
 - c) une unité nationale de gestion du projet (UNGP), établie au sein de la Direction générale de l'infrastructure et des installations agricoles, dirigera l'exécution du programme et sera épaulée par des unités d'exécution du programme de province et de district.
40. Si aucune structure particulière ne sera établie au niveau provincial, les provinces se concentreront sur la coordination et le suivi du soutien et, à ce titre, ne géreront pas les activités dans les districts. Elles sont jugées nécessaires pour fournir un appui et une assistance plus ciblés aux unités d'exécution de projet de district (UEPD).

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

41. Le projet sera harmonisé avec les systèmes nationaux en ce qui concerne la comptabilité et l'information financière, les normes, les flux de fonds, la gestion des actifs, l'audit et la passation des marchés. L'UNGP sera responsable de la gestion financière et ses responsabilités seront les suivantes: i) élaborer le plan de travail

- et budget annuel; ii) produire des prévisions relatives à l'évolution des liquidités et des projections de décaissement annuelles; iii) recueillir et consolider les rapports relatifs aux dépenses effectuées dans les districts; iv) élaborer et soumettre au FIDA en temps utile les demandes de retrait; v) communiquer des rapports financiers intermédiaires; vi) élaborer les états financiers annuels conformément aux normes comptables internationales; vii) coordonner les procédures d'audit; viii) effectuer les passations des marchés.
42. Selon une évaluation de la gestion financière, réalisée conformément aux directives du FIDA, le risque de gestion financière est jugé modéré. Ce risque sera atténué par une série de mesures qui comprennent: le recrutement d'experts en gestion financière externes au niveau de l'UNGP et des UEPD; la mise au point d'une procédure de gestion financière; la communication de rapports financiers intermédiaires; la mise en place de modalités d'audit interne renforcées; une formation régulière, outre la formation et l'appui intensifs fournis au démarrage pour promouvoir une bonne gouvernance.
43. **Flux de Fonds.** Le projet utilisera des mécanismes d'octroi de dons pour financer des activités au niveau des districts. La Direction générale de l'infrastructure et des installations agricoles a déjà géré des programmes analogues en utilisant ces flux de fonds (par exemple le programme intitulé "Water Resources and Irrigation Sector Management Programme 2", financé par la Banque mondiale). Dans certains des districts sélectionnés, le Projet intégré de développement et de gestion participatifs de l'irrigation financé par le FIDA est exécuté, de même que l'Initiative de reproduction à plus grande échelle du programme d'autonomisation rurale et de développement agricole, qui fonctionne également avec un système d'octroi de dons. Le gouvernement convient que ce mécanisme est le mieux adapté pour permettre d'appuyer la décentralisation des investissements et d'accroître l'appropriation au niveau des districts.
44. **La passation des marchés** sera effectuée conformément à la réglementation nationale en la matière, dans la mesure où celle-ci est compatible avec les Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets. L'UNGP élaborera un cadre intégré de bonne gouvernance.
45. **Audit.** Les états financiers consolidés annuels du projet, y compris les fonds du FIDA et de la BID, feront chaque année l'objet d'un audit par l'autorité supérieure de contrôle des finances. Un rapport d'audit visant les deux sources de financement sera établi. La prise en considération des observations issues de l'audit sera suivie par l'organisme d'exécution, le Commissaire aux comptes, le FIDA et la BID dans le cadre des processus de supervision. En outre, le Projet UPLANDs sera intégré dans le programme de travail de l'unité d'audit interne du Ministère de l'agriculture, et les rapports seront mis à la disposition des missions de supervision du FIDA.
46. **Gouvernance.** Les mesures de lutte contre la corruption seront les suivantes:
 i) créer et entretenir un contexte exempt de toute corruption pour les activités du projet; ii) garantir le respect des procédures et contrôles internes et respecter les normes liées aux meilleures pratiques internationales; iii) respecter les exigences de la politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations; iv) veiller à ce qu'un cadre de bonne gouvernance soit mis en œuvre sans délai; v) établir un mécanisme de recours à l'intention des bénéficiaires du projet et des autres parties prenantes.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

47. Les procédures de **planification** seront harmonisées et intégrées aux procédures de planification du Gouvernement indonésien au niveau central et aux niveaux des districts et des villages. Les districts élaboreront le plan de travail et budget annuel qui sera consolidé au niveau national et présenté au FIDA pour examen et avis de non-objection.
48. **Suivi-évaluation, gestion des savoirs et apprentissage.** Le Projet UPLANDs sera doté d'un système de suivi-évaluation et de gestion des savoirs intégré, visant trois objectifs: i) orienter l'exécution du programme; ii) diffuser les connaissances et transposer à plus grande échelle les bonnes pratiques; iii) étayer les décisions et l'élaboration des politiques.
49. Le Projet UPLANDs mettra en place un système de recueil de données électronique sur tablette permettant de saisir directement les données collectées sur le terrain dans un système d'information de gestion centralisé. Le temps nécessaire à la collecte des données de suivi-évaluation en sera réduit et la ponctualité et la fiabilité des données en seront améliorées, ce qui rendra le système de suivi-évaluation robuste et utile en tant qu'outil de gestion. Le projet fera l'objet d'un rapport annuel consolidé destiné au FIDA, à la BID et au gouvernement et mettant en lumière les principaux objectifs atteints dans ce cadre.
50. Un système d'information de gestion en ligne permettra de suivre et d'actualiser les données financières et techniques ventilées par sexe relatives aux produits et aux effets directs du projet, aux enseignements tirés de l'expérience et aux bonnes pratiques, et de produire des tableaux de bord périodiques montrant les progrès accomplis en lien avec les principaux produits et objectifs, et les avancées enregistrées au regard des principaux indicateurs du projet. Le système d'information de gestion sera utilisé pour étayer une diffusion des savoirs et une concertation sur les politiques fondées sur des éléments factuels.

Innovation et reproduction à plus grande échelle

51. L'innovation et la reproduction des activités à plus grande échelle sont au cœur de l'approche du Projet UPLANDs. Le projet introduira des approches et des activités novatrices en matière de pratiques agricoles, notamment l'irrigation économe en eau (goutte-à-goutte et arroseur), la production biologique, la mécanisation, la formation du personnel de vulgarisation et des agents paravétérinaires, les groupes de vulgarisation agricole, les parcelles de démonstration, l'accès à un microfinancement abordable, les activités d'amélioration des moyens d'existence des femmes pauvres et les innovations après récolte et liées au marché. Les principaux éléments susceptibles de faciliter la reproduction des activités à plus grande échelle seront les suivants: i) un système de suivi-évaluation et de gestion des savoirs solide permettant de suivre les réalisations, de documenter les effets directs du projet et d'assurer la diffusion de ses résultats auprès des parties prenantes concernées; ii) la mise en œuvre des activités par l'intermédiaire d'institutions et de structures existantes qui intégreront les instruments performants dans leurs systèmes et opérations habituels; iii) la participation des principaux hauts responsables nationaux et provinciaux à l'exécution et dans le cadre de la concertation sur les politiques fondée sur des éléments factuels; iv) la facilitation de partenariats multipartites visant à diffuser les savoirs sur les résultats des programmes et à militer en faveur de changements d'orientation; v) le renforcement des capacités au niveau national et au niveau des districts; vi) le renforcement des capacités des petits exploitants agricoles des hautes terres en tant que promoteurs de la reproduction des activités à plus grande échelle.

C. Plans de mise en œuvre

Plan de préparation à la mise en œuvre et de démarrage

52. Afin de faciliter le démarrage et de permettre une mise en œuvre rapide, le Ministère de l'agriculture veillera à ce que l'équipe de gestion du projet (qui a déjà participé à la procédure de conception du projet) soit officiellement nommée à un stade précoce et recrutera un agent d'ordonnancement du projet pour appuyer la création de la structure et du système de gestion du projet. Un atelier de démarrage sera organisé au début de la première année pour que tous les acteurs du projet, y compris l'UNGP, les UEPD et l'unité de planification de district, soient sensibilisés à l'approche du projet, à ses principaux éléments et aux modalités d'exécution. Les outils et procédures de gestion financière, d'approvisionnement, de sélection des bénéficiaires, de stratégies de suivi-évaluation et de gestion des connaissances seront également présentés au personnel chargé de ces fonctions. Des ateliers de démarrage auront lieu par la suite dans chaque district participant en vue de mieux faire connaître le projet aux partenaires locaux.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

53. Le Projet UPLANDs sera supervisé directement et conjointement par le FIDA et la BID. La première mission d'appui à l'exécution aura lieu peu après le lancement du projet et le premier décaissement. Une mission annuelle de supervision et au moins une mission d'appui à l'exécution auront lieu, ainsi que des missions supplémentaires, si nécessaire. Les bureaux de pays respectifs du FIDA et de la BID assureront une supervision et un appui continu à l'exécution. La composition des missions de supervision sera fondée sur les besoins d'appui technique des différentes composantes du projet.
54. Un examen à mi-parcours sera mené par le FIDA, la BID et le gouvernement au début de la troisième année d'exécution pour: i) évaluer les résultats et l'impact intermédiaire, l'efficacité et l'efficacités des modalités de gestion, ainsi que la validité de la conception du projet; ii) définir les principaux enseignements tirés et les bonnes pratiques; iii) formuler des recommandations pour améliorer la performance.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

55. Un accord de financement entre la République d'Indonésie et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
56. La République d'Indonésie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
57. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux règles, politiques, procédures et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

58. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République d'Indonésie un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de quarante-quatre millions huit cent cinquante mille euros (44 850 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement: "The Development of Integrated Farming Systems in Upland Areas"

(Negotiations concluded on 14 November 2019)

Loan No: _____

Project name: The Development of Integrated Farming Systems in Upland Areas (the "Project")

The Republic of Indonesia (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development ("IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS,

- A) The Borrower has requested a loan from IFAD for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;
- B) IFAD has agreed to provide financing for the Project;
- C) The Borrower has requested co-financing for the Project from the Islamic Development Bank ("IsDB") in the form of a loan and a grant in the amount of seventy million United States dollars (USD 70 000 000) and five hundred thousand United States dollars (USD 500 000), respectively; and
- D) The IsDB has agreed to provide co-financing for the Project.

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2).
2. IFAD's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2018, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.
3. IFAD shall provide a loan (the "Financing" or "Loan") to the Borrower which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is forty four million eight hundred fifty thousand euro (EUR 44 850 000).

2. The Loan is granted on ordinary terms and shall be subject to interest on the principal amount outstanding of the Loan rate equal to the IFAD Reference Interest Rate, including the variable spread payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and have a maturity period of 13 years, including a grace period of 6 years, starting from the date as of which IFAD has determined that all general conditions precedent to withdrawal have been fulfilled.
3. The Loan Service Payment Currency shall be in Euro (EUR).
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be the first of January.
5. Payments of principal and interest shall be payable on each first of March and first of September.
6. There shall be one Designated Account in EURO, opened and maintained by the Ministry of Finance ("MoF"), at Bank Indonesia ("BI"), or any other bank assigned by the Ministry of Finance for the exclusive use of the Project. The Borrower shall inform IFAD of the officials authorized to operate the Designated Account.
7. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the amount of approximately fifteen million three hundred thousand euro (EUR 15 300 000) in the form of taxes on project expenditure, staffing costs and other in kind contributions. The Project beneficiaries are expected to contribute approximately twelve million six hundred thousand euro (EUR 12 600 000) to co-finance the purchase of machinery and equipment, and building storage and production facilities.

Section C

1. The Lead Project Agency ("LPA") shall be the Ministry of Agriculture ("MoA"), through the Directorate General of Agricultural Infrastructure and Facilities ("DGAIF").
2. The bodies and entities described in Part II of Schedule 1 of this Agreement are designated as additional Project Parties.
3. A Mid-Term Review will be conducted early in year three of the Project and as specified in Article VIII, Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.
4. The Project Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date will be established as specified in the General Conditions.
5. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the provisions of the Borrower's procurement regulations, to the extent such are consistent with the IFAD Procurement Guidelines.

Section D

1. IFAD will administer the Loan and supervise the Project, and the Borrower through LPA, will implement and conduct its own administration and supervision of the Loan and the Project.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan:

- (a) Any transfer of key staff in the Project Management Unit ("PMU"), namely the Project Manager/Director, Financial Officer and Monitoring and Evaluation Officer, has not been communicated to IFAD;
- (b) The Project Implementation Manual ("PIM") and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of IFAD, and IFAD, after consultation with the Borrower, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project; and
- (c) The co-financing agreement between the Borrower and IsDB has failed to be effective within one hundred and eighty (180) days from the date of this Agreement, and substitute funds to finance the Project are not available to the Borrower.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The IFAD no objection to the PIM shall have been obtained;
- (b) PMU shall have been established and key staff in the PMU shall have been appointed, (Project Manager/Director, Financial Officer and Monitoring and Evaluation Officer); and
- (c) The Designated Account shall have been duly opened and the names of the authorized signatories shall have been submitted to IFAD.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Director General of Budget Financing
and Risk Management
Ministry of Finance
Frans Seda Building, 2nd Floor
Jalan Dr. Wahidin Raya No.1
Jakarta 10710, Indonesia

For Correspondence:

Attn: Director of Loans and Grants
Frans Seda Building, 6th Floor
Jalan Dr. Wahidin Raya No.1
Jakarta 10710, Indonesia
Tel: +(62-21) 3458289, 3865330
Fax: +(62-21) 3812859

For IFAD:

President
International Fund for Agricultural
Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For Disbursements and Payments:

Attn: Director of Evaluation,
Accounting and Settlements
Frans Seda Building, 7th Floor
Jalan Dr. Wahidin Raya No.1
Jakarta 10710, Indonesia
Tel: +(62-21) 3864778
Fax: +(62-21) 3843712
Email: deas@kemenkeu.go.id

This Agreement has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for IFAD and one (1) for the Borrower and shall enter into force on the date of countersignature.

REPUBLIC OF INDONESIA

Authorised Representative name
Authorised Representative title

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Hougbo
President

Date: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project will target small-holder men and women farmers involved or with potential to be involved in the selected commodities; particular priority will be given to youth.
2. *Project area.* The Project will be operated in seven provinces: Banten, West Java, Central Java, East Java, West Nusa Tenggara, North Sulawesi and Gorontalo (the "Project Area").
3. *Goal.* The goal of the Project is to reduce poverty and enhance food security in upland areas through remunerative, sustainable and resilient livelihoods.
4. *Objective.* The objective of the Project is to increase smallholders' agriculture productivity, incomes, livelihoods and resilience in targeted uplands.
5. *Components.* The Project shall consist of the following Components: (1) Productivity Enhancement & Resilience Building; (2) Agri-business Development and Livelihoods Facilitation; (3) Strengthening Institutional Delivery Systems, and (4) Project Management.

Component 1. Productivity Enhancement & Resilience Building will aim at increasing small farmers' productive capacity by: (1) promoting sustained adoption of improved inputs, technologies and practices including land terracing and construction of physical infrastructure (tertiary systems, well, water pumps, ponds and farm road etc.); and (2) assisting farmers to improve climate adaptation practices including soil and water conservation to reduce the risk of erosion and landslides due to agriculture activities. Through this component, the Project will invest in the productive potential and resilience building of farming households in upland areas, mainly in land development, infrastructure, production and farm management.

Component 2. Agri-business Development and Livelihoods Facilitation will focus on increasing farmers' incomes from enhanced post-harvest, processing, marketing and access to financial services to improve product quality and market participation. This will be done by supporting farmers institutional development, supplying market infrastructure and equipment, strengthening market linkages and alliances, and promoting access to financial services.

Component 3. Strengthening Institutional Delivery Systems will aim at enhancing delivery of services and research in upland areas, what will be achieved through capacity building for institutional development of MoA and Districts, and adaptive research.

Component 4. Project Management will aim at ensuring the effective management and implementation of the Project.

II. Implementation Arrangements

1. *Advisory Group (AG).* The Project will be overseen by an Advisory Group, composed of senior government officials, which will provide overall policy guidance and oversight to the Project Management Unit.
2. *Project Management Unit (PMU).* The Ministry of Agriculture will establish a Project Management Unit (PMU), with overall responsibility for Project implementation. The PMU will coordinate the District Project Implementation Units (DPIUs), and will be staffed by

dedicated full time technical and administrative staff to ensure timely and quality Project implementation.

3. *District Project Implementation Units (DPIUs)*. As the main Project activities will be undertaken at district level, in each District where the Project will be implemented a *District Project Implementation Unit (DPIU)* will be established. The DPIUs will be coordinated by the NPMU, and will be staffed by dedicated full time technical and administrative staff to ensure timely and quality Project implementation.

4. *Project Implementation Manual (PIM)*. The Borrower through the PMU shall prepare, in accordance with terms of reference acceptable to IFAD the PIM, which shall include, among other arrangements: (i) institutional coordination and day-to-day implementation of the Project; (ii) Project budgeting, disbursement, financial management, procurement monitoring, evaluation, reporting and related procedures; (iii) detailed description of implementation arrangements for each Project component; and (iv) such other administrative, financial, technical and organizational arrangements and procedures as shall be required for the Project.

The PMU shall forward the draft PIM to IFAD for comments and approval. The PMU shall adopt the PIM, substantially in the form approved by IFAD, and the PMU shall promptly provide copies thereof to IFAD. The PMU shall carry out the Project in accordance with the PIM and shall not amend, abrogate or waive the aforementioned manual, or any provision thereof, without the prior written consent of IFAD.

5. *Monitoring and Evaluation (M&E)*. The Project will set up an integrated M&E and knowledge management system, aimed at: (i) guiding programme implementation; (ii) sharing knowledge and scaling up good practices; and (iii) supporting decisions and policymaking. The M&E system will collect, process and report information on the Project implementation progress and specific indicators disaggregated by gender and integrating physical progress and financial progress.

6. *Supervision*. The Project will be directly supervised by IFAD. An annual supervision mission will be undertaken, complemented by implementation support missions as needed. The IFAD Country Office will provide continuous supervision as required.

7. *Accounting system*. The Project will utilize the government's existing national computerized accounting system for the project book keeping and reporting, as it is the practice in IFAD on-going supported projects, to satisfy International Accounting Standards and IFAD's requirements.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in EUR)	Percentage (net of Government and other contribution)
I. Consultancies	370 000	100%
II. Grants and Subsidies	4 510 000	100%
III. Goods, Services a& Inputs	29 600 000	100%
IV. Training	8 240 000	100%
V. Equipment & Materials	180 000	100%
VI. Operating Costs	1 950 000	100%
Total	44 850 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) "Grants and Subsidies" under Category II, shall mean eligible expenditures incurred related to: (i) mechanisms suited for smallholder farming under Component 1; (ii) transport of equipment used for activities carried out under Component 2 (iii); and knowledge management product that may be utilized for Project management purposes.
- (ii) "Goods, services and inputs" under Category III, shall mean eligible expenditures incurred related to: (i) Project equipment and materials; and (ii) works that may be carried out under Component 1.
- (iii) "Equipment & Material" under Category V, shall mean eligible expenditures incurred related to Project equipment and materials.

2. *Start-up Costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs (Project start-up expenditures) incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal after the entry into force of the Financing Agreement shall not exceed an aggregate amount of EUR 300,000. Activities to be financed by Start-up Costs will require the no objection from IFAD to be considered eligible.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	<ul style="list-style-type: none"> Number of persons receiving services promoted or supported by the project. 		15,000 households	Direct: 30,000 households Total: 250,000 people	NPMU reports	Annual	NPMU & DPIUs	
Goal: Reduce poverty and enhance food security in upland areas through remunerative, sustainable and resilient livelihoods.	<ul style="list-style-type: none"> % of population below the poverty line in the 14 project districts. 	13.9%		13%	Indonesia Bureau of Statistics	Mid-term review & project closing report	NPMU	Continued GoI commitment to promote uplands agriculture
Development Objective: increased smallholders incomes, food security and livelihoods in targeted upland areas	<ul style="list-style-type: none"> % of HHs that have increased their asset ownership. UPLANDs HHs receiving project investments, technical support &/or services (incl. nutrition) Number of women & youth directly supported by the project. 	-	5,000 10,000 W – 5000 Y - 5000	20,000 30,000 W - 15,000 Y - 7,500	Third Party Survey by the Project	Mid-term review & Project Completion survey	NPMU	Local and international demand for key crops does not suffered prolonged collapse in prices or demand volumes. Farmers do not suffer from prolonged or repeated draughts or other adverse climate conditions or natural disasters.
Outcome 1: Increase in poor rural people's productive capacities	<ul style="list-style-type: none"> Number of households with sustained adoption of improved inputs, technologies or practices. No. of households reporting an increase in production. 		8,000 6000	20,000 22,000	Project survey	Semi-annual reports	NPMU & project partners	Sufficient numbers of upland smallholder are interested in improving their production rather than leaving farming or switching to other production systems entirely.
Outputs 1 1.1 Physical Infrastructure schemes constructed or rehabilitated 1.2 Production technical support & machinery provided on sustainable basis	<ul style="list-style-type: none"> Irrigation practices improved on land area. No. farmers trained in production practices and/or technologies. No. farmer groups, operating & maintaining machinery & equipment Number of persons in rural areas accessing financial services disaggregated by insurance, and by sex 		5,000 ha 7,000 incl. 40% women 200 farmer groups 3,000 (female 1,200)	14,000 ha 30,000 (incl. 40% women) 600 farmer groups 10,000 (female 4,000)	Project reports	Semi-annual reports	NPMU & project partners	Good quality genetics and other critical are available in sufficient quantities to allow widespread adoption.

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outcome 2: Increase poor rural people's incomes from enhanced processing and/or market participation	<ul style="list-style-type: none"> % HHs with improved access to markets, processing, storage facilities % farmer Groups reporting increase in sales & profits 		50%	80%	Project survey	MTR and project	NPMU	Agribusiness interested in expanding market links with upland smallholders
Outputs 2: 2.1 Farmer post-harvest business established, equipped & supported on sustainable basis 2.2 Business management & technical training delivered 2.3 Commodities with higher value participation in markets. 2.4 Farmer/businesses with enhanced access to finance	<ul style="list-style-type: none"> No. of market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated No. of groups trained in post-harvest technical or business management % HHs reporting improved incomes from improved processing/market linkages No. of loans to farmers/businesses via UPLANDs credit lines 		30 KUBEs/2 BLUDs	180 KUBEs/14 BLUDs	Project reports	Semi-annual reports	NPMU & project partners	Private entrepreneurs and businesses are interested to run service businesses in programme districts development. Willingness of key parts of MoA to have genuine PPP with private firms.
Outcome 3: Enhanced delivery of UPLANDs services & research.	<ul style="list-style-type: none"> % HHs adopting on farm technical messages % DPIUs on schedule with on-granting, procurement targets 		33%	80%	Project survey M&E data	MTR and project Completion surveys	NPMU	Smallholders wiliness to engage in commercialization of target commodities
Outputs 3: 3.1 Commodity training courses prepared & delivered. 3.2 Intensive DPIU on-granting & procurement mentoring	<ul style="list-style-type: none"> No. extension receiving commodity specific training No. DPIU staff trained in on-granting & procurement 		Extension 231	Extension 231	Project reports	Semi-annual reports	NPMU & project partners	Capacity building and technical support timely and of adequate quality
			District finance 28	District finance 28				